



Foire aux questions – T2 2010

1. Pouvez-vous commenter les progrès des initiatives visant la croissance de vos activités de détail? Quelles sont vos prévisions à l'égard de l'économie pour le reste de 2010?

Nos activités essentielles sur les marchés de détail canadiens ont affiché une bonne performance pendant le trimestre et ont enregistré la plus forte croissance des revenus depuis 2007. La croissance des revenus en glissement annuel de nos activités canadiennes essentielles a été de 228 M\$, ou 11 %, et les marges d'intérêts nettes (MIN) de nos activités de détail essentielles ont augmenté de 11 points pendant la même période. Au deuxième trimestre, les pertes sur créances dans les activités de détail canadiennes ont reculé pour un troisième trimestre consécutif du fait de l'amélioration de nos portefeuilles de cartes et de Services bancaires personnels. Ces résultats reflètent les progrès que nous accomplissons grâce à des investissements continus dans nos activités de détail canadiennes pour appuyer notre objectif de devenir l'institution financière principale d'un plus grand nombre de nos clients.

Pendant le reste de l'exercice 2010, nous prévoyons que les taux de croissance du secteur des prêts hypothécaires à l'habitation n'augmenteront plus que modérément, la progression de l'emploi étant annulée par un recul éventuel des demandes de logement et la hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada. La qualité du crédit de nos portefeuilles de cartes devrait continuer de s'améliorer, la croissance de l'emploi appuyant les tendances favorables que nous avons connues du côté des faillites personnelles et des comptes en souffrance pendant les derniers mois. La demande de produits de placement devrait être soutenue par l'accroissement des revenus et le renforcement des marchés financiers.

2. Pouvez-vous commenter la baisse des revenus et du bénéfice net de ce trimestre dans le secteur des services bancaires de gros et quelles sont vos prévisions à l'égard de la conjoncture sectorielle pour le reste de l'exercice?

La stratégie axée sur les clients que nous adoptons pour les services bancaires de gros s'est traduite par six trimestres d'affilée de performance soutenue et à risque contrôlé. Pendant le deuxième trimestre, nos activités essentielles de services bancaires de gros, les marchés financiers, les services financiers aux entreprises et de banque d'investissement ont généré des revenus de 407 M\$, soit une diminution de 82 M\$ par rapport au trimestre précédent. Ce recul est principalement imputable à la baisse du nombre de nouvelles émissions d'actions et de titres de créance et des activités de fusions et acquisitions. Malgré ce fléchissement, sur une année complète, nous continuons d'être en tête, à la fin du deuxième trimestre, des activités de fusions et acquisitions sur le plan de la valeur et du nombre de transactions et nous sommes au deuxième rang au chapitre des nouvelles émissions d'actions.

En dépit de la conjoncture sectorielle encore incertaine, nos activités essentielles de prêts, de négociation et de conseil sont en bonne position pour continuer de croître dans l'avenir. Comme nous l'avons énoncé lors de notre téléconférence du 27 mai, nos services bancaires de gros étaient en bonne position pour faire face à la volatilité du marché durant le mois de mai. Pour le reste de l'exercice 2010, nous prévoyons le maintien de la demande dans les secteurs de forces traditionnels de la Banque CIBC, comme les émissions d'actions et de titres de créance, les fusions et acquisitions et le financement d'entreprises. On prévoit que



la demande de crédit sera soutenue par la reconstitution des stocks et que le marché de la dette publique continuera de représenter une option concurrentielle pour les plus grandes entreprises. Le financement immobilier aux États-Unis pourrait demeurer au ralenti et les taux de défaillance des entreprises sont susceptibles de rester élevés par suite des répercussions tardives de la récession de l'année précédente.

Les perspectives raisonnablement positives de l'économie pourraient se ressentir de la recrudescence de l'aversion pour le risque sur les marchés mondiaux, en raison des craintes liées au crédit en Europe, de l'intensification de l'incertitude quant à la réglementation financière et des préoccupations géopolitiques.



3. Pouvez-vous commenter les marges d'intérêts nettes (MIN) des activités de détail essentielles durant le deuxième trimestre et quelles sont vos prévisions pour le reste de l'année?

Les MIN des activités de détail essentielles de 2,85 % pour le deuxième trimestre ont perdu 3 points de base par rapport au premier trimestre en raison de marges moins élevées dans notre filiale FirstCaribbean International Bank. Comparativement au deuxième trimestre de 2009, les MIN étaient en hausse de 11 points de base, la fixation favorable des prix des produits de prêt continuant de compenser l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

Nous prévoyons que les variations des MIN seront négligeables pour le reste de l'exercice, les frais de financement demeurant plus élevés que les niveaux d'avant la crise du crédit et les taux d'intérêt nominaux à leur niveau plancher historique pouvant augmenter modérément pour s'aligner sur les changements de taux de la Banque du Canada et la conjoncture sectorielle compétitive.

4. Pouvez-vous commenter les tendances relatives à la qualité du crédit dans votre portefeuille de prêts?

La qualité du crédit a continué de s'améliorer pendant le deuxième trimestre. La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 316 M\$, le niveau le plus bas depuis le premier trimestre de 2009. Les nouveaux prêts (ajouts aux prêts douteux nets) ont reculé de 17 % par rapport au premier trimestre et sont en baisse pour un quatrième trimestre d'affilée. Les taux de pertes sur cartes de crédit sont passés d'un sommet de 7,1 %, enregistré au troisième trimestre de 2009, à 5,6 %, grâce aux tendances favorables du côté des comptes en souffrance et des faillites.

5. Quel est votre exposition aux pays du sud de l'Europe faisant face aux problèmes liés aux dettes garanties par l'État?

Au 30 avril 2010, l'exposition de la Banque CIBC aux marchés de la Grèce, de l'Italie, du Portugal et de l'Espagne totalisait 50 M\$ en prêts garantis et environ 380 M\$ en prêts non garantis. La majorité de nos prêts non garantis par l'État concernent des banques de qualité supérieure. L'exposition aux banques de qualité supérieure comprend le risque de crédit lié aux instruments dérivés d'environ 180 M\$. Ces 180 M\$, mis à part 14 M\$, sont assujettis à des ententes de garantie standard assorties de seuils de fourniture de garantie faibles ou nuls.

Pour ce qui est de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation, nous avons une exposition aux entreprises d'environ 620 M\$ dans ces pays, principalement des titres adossés à des prêts avec flux groupés sous-jacents pour lesquels nous profitons de hauts taux de subordination.

6. Où s'intègrent les acquisitions et les dividendes dans vos plans de déploiement des fonds propres?

Notre premier impératif est d'investir dans les occasions que présentent nos activités de détail et de services bancaires de gros essentielles au Canada et dans les Antilles. Au fil du temps, nous considérerons les occasions d'investissement à l'extérieur de ces régions qui satisfont à des critères bien précis, nos modes d'investissement de prédilection demeurant



les partenariats, les coentreprises ou les participations minoritaires qui nous donnent l'occasion de croître.

En ce qui concerne nos dividendes, nous continuerons de les revoir trimestriellement. Cet examen tiendra compte du niveau courant d'incertitude liée à la réglementation et à l'économie et de la durabilité de nos bénéfices à court terme pendant le cycle afin de déterminer si les augmentations permettront d'atteindre notre ratio dividendes/bénéfices visé de 40 % à 50 % à moyen terme.

7. Pourquoi n'avez-vous pas été plus audacieux dans la réduction de vos positions de crédit structuré?

Durant le dernier exercice, nous avons réduit les expositions nettes en valeur nominale des activités de crédit structuré en voie de liquidation d'environ 18,7 G\$ US.

- Les investissements et emprunts ainsi que les dérivés de crédit écrits ont été réduits de plus de 20 %, passant de 36,6 G\$ US à 28,7 G\$ US;
- Les dérivés de crédit souscrits ont été réduits de plus de 30 %, passant de 34,4 G\$ US à 23,6 G\$ US.

Ces réductions comprenaient des ventes d'éléments d'actif, des résiliations de swaps sur défaillance et des rachats de contrats avec garant financier.

Même si la liquidité de ces marchés s'est améliorée, il reste difficile de conclure des transactions importantes. Nous continuerons de rechercher les occasions lorsque les conditions du marché seront favorables afin de réduire nos positions dans les portefeuilles en cours de liquidation.

8. Quel est le montant des actifs pondérés en fonction du risque (APR) détenus en considération de votre exposition couverte par des garants financiers?

Au 30 avril 2010, nous détenions environ 5,8 G\$ US d'APR en considération de ces expositions.



Un mot sur les énoncés prospectifs

De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans cette présentation, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations sur nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion du risque, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2010 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque stratégique, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation et le risque environnemental; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos cotes de crédit; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; la politique monétaire et économique; les fluctuations de change; la conjoncture économique générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif contenu dans cette présentation ou dans d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

Personnes-ressources du groupe Relations avec les investisseurs :

Valentina Wong, directrice en chef 416 980-8306

Jason Patchett, directeur en chef 416 980-8691

Numéro de télécopieur du groupe Relations avec les investisseurs

416 980-5028

Visitez la section du groupe Relations avec les investisseurs sur le site Web

www.cibc.com/français.